



SECRETARIAT

AS/Jur (2023) CB 04

26 mai 2023

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Larnaca, Chypre, les 22 et 23 mai 2023

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Larnaca les 22 et 23 mai 2023, sous la présidence de M. Damien Cottier (Suisse, ADLE), en ce qui concerne :

- **Le lundi 22 mai 2023 à 09h30,**

Allocution de bienvenue : a entendu une allocution de bienvenue et les interventions de Mme Annita Demetriou, Présidente de la Chambre des représentants de la République de Chypre et de M. Nicos Tornaritis, Président de la délégation chypriote auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;

Sous la présidence de M. Davor Ivo Stier (Croatie, PPE/DC), premier vice-président, en ce qui concerne :

- **La Convention européenne des droits de l'homme à Chypre** : a tenu une audition avec la participation de :

Mme Anna Koukkides-Procopiou, ministre de la Justice et de l'ordre public de la République de Chypre
Dr Costas Paraskeva, professeur associé de droit public et des droits humains, Université de Chypre, avocat, ancien membre du CPT ;

Sous la présidence de M. Damien Cottier (Suisse, ADLE), en ce qui concerne :

- **Pétition sur le conflit d'intérêts présumé des juges de la Cour européenne des droits de l'homme** : a examiné et approuvé une note d'information préparée par le président ; a décidé de soumettre la note d'information au Bureau ;

- **La détention arbitraire de Vladimir Kara-Murza et la persécution systématique des manifestants anti-guerre en Fédération de Russie** (Rapporteuse : Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir, Islande, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

Mme Evgenia Kara-Murza, épouse du militant de l'opposition russe et coordinatrice des activités de plaidoyer à la « *Free Russia Foundation* »

M. Denis Shedov, militant des droits de l'homme, avocat du conseiller municipal emprisonné Aleksei Gorinov et analyste à OVD-Info ;

- **Nomination d'un-e rapporteur-e général-e pour les prisonniers politiques** : a nommé Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC) par acclamation. A entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts et noté qu'à la suite de cette nomination, elle renonce à son poste de rapporteure générale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et des lanceurs d'alerte ;

- **Possible nomination d'un-e rapporteur-e général-e sur la situation des défenseurs des droits de l'homme** : a décidé de reporter la nomination à la partie de session de juin 2023 ;

– **Renvois transmis à la commission**

- A lancé un appel à candidatures pour un-e rapporteur-e pour le prochain rapport sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (Décision du Bureau)
- A lancé un appel à candidatures pour un-e rapporteur-e pour avis sur la transmission par le Comité des Ministres pour consultation sur la demande d'adhésion figurant dans la lettre du 12 mai 2022 adressée à la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe (document DD(2022)200), conformément à la Résolution statutaire (51) 30 (Décision du Bureau) (Renvoi à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport (pour la préparation de l'avis statutaire au Comité des Ministres sur la demande d'adhésion)*)).

– **Renvois à inclure dans d'autres rapports**

- La question du droit à une réparation juste et équitable et de l'accès aux tribunaux et à un procès équitable de toutes les victimes de l'agression allemande pendant la Seconde Guerre mondiale ([Doc. 15690](#)) : a accepté la proposition du Bureau de prendre en compte cette proposition de résolution dans le cadre du rapport « Processus de réparation et de réconciliation pour surmonter les conflits passés et construire un avenir commun de paix: la question des mesures réparatoires justes et équitables » et a pris note d'une déclaration du rapporteur sur l'interprétation de son mandat ;
- Garantir le droit à un procès équitable dans le contexte des immunités des États : comment trouver le juste équilibre ? ([Doc. 15712](#)) : a accepté la proposition du Bureau de prendre en compte cette proposition de résolution dans le cadre du rapport sur les « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » ;

– **Renvoi pour consultation**

- Utilisation abusive des mesures anti-blanchiment et des instruments de lutte contre le financement du terrorisme à des fins de répression transnationale ([Doc. 15697](#)) : a convenu que cette question a été dûment prise en compte lors de l'adoption du rapport sur « *La répression transnationale, une menace croissante pour l'État de droit et les droits de l'homme* » (Rapporteur : Sir Christopher Chope, Royaume-Uni, CE/AD) ;

– **Renvoi pour information**

- Lutter contre le « prélèvement » et le « trafic » forcés d'organes humains ([Doc. 15704](#)) : la commission a pris note de cette proposition de résolution ;

Sous la présidence de M. Davor Ivo Stier (Croatie, PPE/DC), premier vice-président, en ce qui concerne :

- **La mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme - cas interétatiques :** a tenu une audition avec la participation de :

M. Polyvios G. Polyviou, avocat

M. Achilleas Demetriades, avocat

M. Levan Meskhoradze, Unité Géorgie et Azerbaïdjan, Direction générale droits humains et Etat de droit, Conseil de l'Europe

A accepté une proposition de M. Givi Mikanadze (Géorgie, SOC), Président de la Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, de tenir une réunion de cette sous-commission en novembre, dans un lieu à déterminer, dans le but de donner un nouvel élan au travail sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour à la suite du Sommet (sous réserve de la disponibilité des fonds) ;

Sous la présidence de M. Damien Cottier (Suisse, ADLE), en ce qui concerne :

- **Réforme de la législation du Royaume-Uni sur les droits de l'homme : conséquences pour la protection des droits de l'homme au niveau national et européen** (Rapporteur : M. Kamal Jafarov, Azerbaïdjan, CE/DA) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ;

- **Le mardi 23 mai 2023 à 14h30¹,**
- **Auditions lors de la prochaine réunion :** a décidé de tenir l'audition et l'échange des vues suivants et qu'ils soient ouverts au public :

Vers l'établissement d'un registre de transparence au sein de l'Assemblée parlementaire (Rapporteuse : Mme Azadeh Rojhan, Suède, SOC) : avec une invitation à être adressée à trois experts, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

Nécessité de garantir le libre accès aux documents historiques (Rapporteuse : Mme Klotilda Bushka, Albanie, SOC) : avec une invitation à être adressée à M. Boriss Cilevičs, ancien président de la commission, sous réserve de la disponibilité des fonds ;
- **Questions diverses :**
 - **Sous-commissions :**
 - A décidé d'ajouter Mme Domencia Spinelli (Italie, CE/AD) sur la liste d'attente de la Sous-commission des droits de l'homme pour être membre titulaire dès la prochaine place disponible ;
 - A désigné M. Andrea Orlando (Italie, SOC) en tant que membre titulaire de la Sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme ;
 - A désigné M. Ettore Antonio Licheri (Italie, NI) en tant que membre titulaire de la Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ;
 - **93^{ème} réunion plénière du GRECO (Strasbourg, 20-24 mars 2023):** a pris note d'un rapport écrit préparé par la représentante de la commission, Mme Elena-Simona Spătaru (Roumanie, ADLE) ;
- **La répression transnationale, une menace croissante pour l'État de droit et les droits de l'homme** (Rapporteur : Sir Christopher Chope, Royaume-Uni, CE/AD) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Nécessité de garantir le libre accès aux documents historiques** (Rapporteuse : Mme Klotilda Bushka, Albanie, SOC) : a examiné une note introductive et a tenu une audition avec la participation de :

Mme Paige Morrow, Conseillère juridique principale (externe) auprès du Rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté d'opinion et d'expression

Mme Gentiana Sula, présidente de l'Autorité pour l'accès aux archives Ex Sigurimi pendant la dictature communiste
- **Prochaines réunions :**
 - pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2023 (19-23 juin 2023)
 - 8 septembre 2023, Bureau de Paris - a confirmé cette réunion
 - pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2023 (9-13 octobre 2023)
 - 1^{er} décembre 2023, Bureau de Paris (à confirmer)

Günter Schirmer, Eleanor Hourigan, George Stafford, Laura Cestaro

¹ Dans la matinée du 23 mai 2023, la commission s'est rendue dans la zone de Famagouste contrôlée par le gouvernement.

Copie aux :

Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire
Directrice, Directeur et agent·e·s du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directrices et Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
Directeur du Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe